

Inter-réseaux

Développement rural

BULLETIN DE VEILLE

N°210 1er février 2013

Veuillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.

Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture !

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Sommaire

A la une : le Réseau Billital Maroobé

- *Atelier du Réseau Billital Maroobé sur l'aliment du bétail : Etudes et déclaration finale*
- *Note de position du RBM sur la campagne pastorale 2012-2013 et la situation sécuritaire au Nord Mali*

Filières et marchés agricoles

- *Bulletin Sugu N° 2 (Inter-réseaux) : Commercialisation du sésame et du soja au Burkina*
- *Etude Cristo/Brücke-Le Pont : Cadre réglementaire pour le développement des filières au Togo et Bénin*
- *Guide UPADI pour la mise en place d'un système collectif de mise en marché des produits agricoles*
- *Agritrade : Le président nigérian salue le succès de l'initiative gouvernementale dans le secteur du riz*
- *Rapport FAO : Améliorer la production du riz irrigué dans la Vallée du Fleuve Sénégal*
- *Agritrade : Le Nigeria et le Ghana offrent un potentiel de croissance pour les exportations de lait de l'UE*
- *Agritrade : Les exportations d'oignons néerlandais vers l'Afrique de l'Ouest affichent une croissance continue*
- *Article Les Echos : La Thaïlande perd sa place de premier exportateur de riz*

Sécurité alimentaire

- *URD : From early warning to reinforcing resilience : Lessons learned from the 2011-2012 Sahel response*
- *ECDPM : Resilience : a Trojan horse for a new way of thinking ?*
- *Bulletin Afrique Verte : Point sur la situation alimentaire (n°141 - début janvier 2013)*
- *Note conjointe PAM/FAO sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel (déc 2012 - jan 2013)*
- *Article sur l'agroécologie : Supporting food security in the 21st century through resource-conserving increases in agricultural production*

Politiques agricoles

- *Publication AFD : Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement - Une analyse critique des stratégies et des instruments*
- *Séminaire OP et politiques (CSA) : documents en ligne*
- *Cikela n°75 (APCAM) : Etat d'avancement de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) au Mali*

Organisations de producteurs

- *Guide FAO : Diagnostic et conception des processus de changement au sein des organisations de producteurs*

Enjeux fonciers et environnementaux

- *Vidéo de l'Asprodeb : Gestion Durable des Terres au Sénégal*
- *Traverses : Des innovations au service des irrigants - Analyse comparée de trois processus d'innovations institutionnelles au Cambodge, en Haïti et au Mali (Projet ASIrri)*
- *Publication Coordination Sud : Agricultures paysannes et atténuation du changement climatique*
- *Passerelles : Vers une nouvelle gouvernance des ressources naturelles en Afrique*

Investissement & Financement

- Rapport CIRAD / FAO : Grands investissements agricoles et inclusion des petits producteurs, leçons d'expériences dans 7 pays
- Publication IIED : Agricultural investments and land acquisitions in Mali: Context, trends and case studies
- Rural 21: Responsible investments in the food chain
- Rapport d'experts internationaux : Financements innovants pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition
- Article : Non, l'Afrique subsaharienne ne décolle pas

Publication

- Spore n°161 (CTA)
- Le bulletin inter-OP de la Région des Pays d'Afrique des Grands-Lacs
- Kit USAID pour la production de vidéos dans les projets de développement agricole

A la une : le Réseau Billital Maroobé**Atelier du Réseau Billital Maroobé sur l'aliment du bétail : Etudes et déclaration finale**

Réseau Billital Maroobé, janvier 2013

Le Réseau Billital Maroobé (RBM) a initié en 2012 un grand chantier sur l'analyse des crises pastorales, et a mené des réflexions dans le but de fournir un soutien plus performant aux ménages pastoraux lors des crises pastorales, et de renforcer la résilience des éleveurs, notamment durant les périodes de sécheresse, de plus en plus fréquentes. Ces réflexions ont débouché sur deux rapports, l'un dressant un bilan des interventions menées en zone pastorale par les dispositifs publics de prévention et gestion des crises et les organisations d'éleveurs, l'autre définissant la stratégie de mise en place de la composante « aliment de bétail » dans la réserve régionale. RBM a organisé du 22 au 24 janvier à Niamey un atelier consacré à la restitution des conclusions de ces rapports, auquel ont assisté des OP, le Ministère de l'Élevage du Niger, des ONG, des PTF, etc.

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/atelier-du-reseau-billital-marooobe>

Pour consulter l'étude sur le bilan critique des interventions menées en zone pastorale par les dispositifs publics de prévention et de gestion des crises et les organisations d'éleveurs (version provisoire, 36p.) :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Bilan_critique_des_interventions_menees_en_zone_pastorale_VF_23_11_2012.pdf

Pour consulter l'étude sur les filières d'approvisionnement en aliments de bétail en Afrique de l'Ouest. Stratégie de mise en place de la réserve régionale (version provisoire, 29p. 1Mo) :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Rapport_synthese_filiere_approvisionnement_aliments_betail_07_11_2012-2.pdf

Pour lire la déclaration finale de l'atelier (3p.) :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Declaration_RBM_atelier_Niamey.pdf

Point de vue du réseau Billital Maroobé sur la campagne pastorale 2012-2013 et la situation sécuritaire dans la région du Nord Mali

Réseau Billital Maroobé, janvier 2013, 6p.

RBM revient sur la dernière campagne pastorale, en soulignant la précocité et le volume des pluies, qui ont garanti une couverture végétale suffisante, mais ont hélas causé des inondations et des dégâts. Les premières estimations dans la sous-région laissent penser qu'il sera possible de couvrir les besoins des troupeaux en fourrage pendant toute la saison sèche. Mais, cela suppose d'une part la disponibilité de l'eau et, d'autre part une bonne stratégie de lutte contre les feux de brousse. D'autre part, cette campagne posera plusieurs défis aux éleveurs : inondations dans certaines zones rizicoles, emploi massif d'herbicides et insecticides au Nord Bénin, les affrontements au Nord-Mali, etc.

Pour consulter la note (6p) :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/note_sur_la_campagne_version_finale-1.pdf

Filières et marchés agricoles

Bulletin Sugu n° 2 : Commercialisation du sésame et du soja au Burkina Faso

Inter-réseaux, 16 janvier 2013

Ce deuxième numéro de Sugu propose notamment des références relatives à la commercialisation du sésame et du soja. Au sommaire :

- Filières porteuses au Burkina : le sésame suscite l'espoir dans la Boucle du Mouhoun
- Burkina Faso : commercialisation du sésame - Les acteurs de la filière se concertent
- Le Marché du Sésame au Burkina Faso
- Appui au développement d'un Pôle d'Entreprises Agricoles autour de la chaîne de valeur sésame dans la Province de la Sissili - Burkina Faso
- Usine Maxigrana : assurer une meilleure valorisation du sésame
- Burkina Faso : Soja santé - Une unité de transformation pour booster la filière
- Transformation de soja bio au Burkina
- Burkina Faso : Accès aux marchés urbains pour les petits producteurs ruraux
- Techniques de vente : nouvelle tendance
- Fidélisation de la clientèle : comment garder la confiance de vos clients
- Agenda : La semaine commerciale promotionnelle des produits locaux de Ouagadougou : 22 au 30 décembre 2012

Pour lire le Sugu n°2 (5p.) :

<http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/bulletin-sugu-no-2>

Etude sommaire du cadre réglementaire pour le développement des filières agro-alimentaires au Togo et Bénin

Cristo, Brücke - Le pont, décembre 2012

Grâce à une enquête réalisée auprès de ses organisations partenaires au Togo et au Bénin, cette étude de Brücke-Le pont vise à cerner la conception qu'elles ont du plaidoyer et du lobbying, et l'usage qu'elles en font auprès des autorités afin d'infléchir les politiques concernant les problématiques de commercialisation. L'étude recense également des activités de plaidoyer en cours, et certaines opportunités d'action et de plaidoyer.

Pour consulter l'étude (35p.) :

http://www.bruecke-lepont.ch/fileadmin/user_upload/EZA-Dokumente/fr/Etude_contexte_legal_filieres_Togo_Benin_2012.pdf

Guide pour la mise en place d'un système collectif de mise en marché des produits agricoles

UPADI, 2012, 28p.

Pour son 20^e anniversaire, l'union des producteurs agricoles du Québec pour le développement international (UDAPI) capitalise son expérience avec trois OP du Burkina (UGCPA) et du Mali (Faso Jigi et Baabahuu Jici), centrée sur les systèmes collectifs de mise en marché (SCMM). Partant du constat que les paysans, lorsqu'ils sont isolés, n'ont aucun pouvoir de négociation dans la vente de leurs récoltes, UDAPI et les trois OP partenaires ont élaboré un guide à destination des OP qui souhaitent développer un SCMM. Le guide décrit les rapports conflictuels que l'on peut trouver dans la commercialisation dans le cadre d'une économie néolibérale, la présentation d'un SCMM, des expériences de mise en marché, ainsi que la marche à suivre dans la mise en place d'un SCMM. Enfin, il aborde les questions plus générales comme l'autonomie administrative et financière des OP.

Pour consulter le guide en ligne (28p.) :

<http://www.upadi-agri.org/upload/news/297.pdf>

Le président nigérian salue le succès de l'initiative gouvernementale dans le secteur du riz

Agritrade, 13 janvier 2013

Les mesures du président nigérian Goodluck Jonathan, visant à protéger et augmenter la production nationale de riz par l'utilisation de tarifs à l'importation porterait ses fruits. En effet, de nouvelles rizeries privées ont été mises en service et la production est en hausse. Cependant, la consommation locale augmente plus rapidement que la production, ce qui oblige encore le pays à importer du riz (le président Goodluck Jonathan a réaffirmé arrêter ces importations en 2015), ce qui pèse lourd sur le budget de certains ménages et nourrit une contrebande de riz qui aurait pris « des proportions effrayantes ». L'association de commerçants NANTS dénonce par ailleurs l'octroi de dérogations à certaines entreprises.

Voir l'article :

<http://agritrade.cta.int/fr/Agriculture/Produits-de-base/Riz/Le-president-nigerian-salue-le-succes-de-l-initiative-gouvernementale-dans-le-secteur-du-riz>

Améliorer la production du riz irrigué dans la Vallée du Fleuve Sénégal à travers l'innovation et l'apprentissage par l'expérience

FAO, juin 2012, 28p.

Les auteurs de l'étude avaient pour mission de comparer trois méthodes de production du riz au Sénégal. Si les rendements des Pratiques de Gestion Recommandées (PGR) et du Système de Riziculture Intensive (SRI) étaient tous supérieurs aux rendements des Pratiques Paysannes (PP), ils présentaient aussi leurs inconvénients : le SRI requiert une main d'œuvre très importante, et les PGR nécessitent de grandes quantités d'herbicides. Les auteurs et les paysans ont alors développé une quatrième méthode de production, les Pratiques Paysannes Adaptées (PPA), sorte de combinaison des autres méthodes, présentant des rendements à l'hectare comparables, tout en nécessitant moins d'herbicides ou de main d'œuvre. Cette étude démontre la valeur ajoutée des résultats qui découlent de cette recherche qui facilite la collaboration entre paysans et chercheurs en vue d'apprendre, d'innover et d'adapter les systèmes de gestion en fonction des conditions locales.

Pour lire l'étude (28p.) :

<http://www.fao.org/docrep/017/i2904f/i2904f.pdf>

Les marchés nigérian et ghanéen offrent un potentiel de croissance supplémentaire pour les exportations de lait de l'UE

Agritrade, 2 février 2013

D'après les guides des exportateurs du département américain de l'agriculture (USDA) sur le Nigeria et le Ghana, publiés en novembre 2012, le secteur laitier nigérian satisfait actuellement moins de 50% de la demande nationale (600 000 tonnes, contre une demande de 1 300 000 tonnes). Au Ghana voisin, le secteur laitier présente une « dépendance quasi totale à l'égard des importations de lait ». Dans ces deux pays, la production de lait nationale est considérée comme « nettement insuffisante » pour répondre à la demande actuelle. Ils représentent donc des débouchés de choix pour les produits laitiers européens (majoritairement en provenance de la Hollande et du Danemark).

Lire l'article :

<http://agritrade.cta.int/fr/Agriculture/Produits-de-base/Produits-laitiers/Les-marches-nigerian-et-ghanéen-offrent-un-potentiel-de-croissance-supplémentaire-pour-les-exportations-de-lait-de-l-UE>

Les exportations d'oignons néerlandais vers l'Afrique de l'Ouest affichent une croissance continue

Agritrade, 2 février 2013

D'après les chiffres publiés sur Freshplaza.com en novembre 2012, les exportations d'oignons néerlandais se dirigent de plus en plus vers les marchés brésiliens et surtout ouest-africains : les exportations vers le Sénégal, la Guinée, la Mauritanie, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire ont augmenté de 19% alors que celles vers les pays de l'Union Européenne ont diminué de 17%. L'interdiction d'importation d'oignons entre le 1^{er} avril et le 31 août par les autorités sénégalaises n'a donc pas réellement été suivie d'effets, les négociants ayant probablement accumulé des stocks avant l'interdiction. Ceci pose des difficultés aux producteurs locaux d'oignons, qui demandent des interdictions d'importations plus longues.

Lire l'article :

<http://agritrade.cta.int/fr/Agriculture/Produits-de-base/Horticulture/Les-exportations-d-oignons-neeerlandais-vers-l-Afrique-de-l-Ouest-affichent-une-croissance-continue>

La Thaïlande perd sa place de premier exportateur de riz

Les Echos, 23 janvier 2013

Pour appuyer ses producteurs rizicoles, la Thaïlande leur a proposé de leur acheter leur production, à des prix très rémunérateurs. En conséquence, c'est désormais l'Inde qui devient le premier exportateur mondial de riz. Plus préoccupant, l'Etat thaïlandais doit rapidement trouver comment stocker la deuxième récolte de l'année, mais surtout comment écouler ses impressionnants stocks de riz. Le Nigeria, premier importateur mondial de riz, est un débouché de choix pour écouler régulièrement les stocks thaïlandais sans effectuer un déstockage massif qui ferait s'effondrer les prix mondiaux du riz. Le président nigérian Goodluck Jonathan a annoncé mettre fin aux importations de riz d'ici 2015, et a mis en place des taxes importantes sur les importations de riz, afin de protéger les producteurs locaux, mais le pays gardera tout de même son titre de premier importateur de riz cette année, suivi par la Chine.

Lire l'article :

<http://www.lesechos.fr/entreprises-secteurs/finance-marches/actu/0202517636458-la-thaïlande-perd-sa-place-de-premier-exportateur-de-riz-531205.php>

Voir aussi :

<http://www.agenceecofin.com/riz/1601-8458-le-nigeria-premier-importateur-mondial-de-riz-en-2012/13>

Sécurité alimentaire

From early warning to reinforcing resilience : Lessons learned from the 2011-2012 Sahel response

URD, janvier 2013

Le rapport de l'étude de capitalisation de la réponse internationale à la crise alimentaire au Sahel est désormais publiquement disponible. Ce rapport offre une analyse détaillée de la réponse humanitaire dans cette zone, entre 2011 et 2012, et des problématiques conjoncturelles et contextuelles de la crise alimentaire au Sahel, avec un accent particulier sur la question de la résilience des populations. Il a été présenté le 13 décembre dernier lors de la réunion des directeurs d'agences membres de l'IASC (Inter-Agency Standing Committee, comité des Nations Unies). Listant des constats liés à la résilience et établissant quelques recommandations, ce document vise à alimenter les réflexions pour les orientations stratégiques des politiques de l'aide.

Lire le rapport (24 p., en anglais) :


http://www.urd.org/IMG/pdf/Lesson_Learning_Review-Early_Action_and_Resilience_in_the_Sahel.pdf 

Resilience : a Trojan horse for a new way of thinking ?

ECDPM, lundi 21 janvier 2013

Cette note d'ECDPM esquisse une définition du terme "résilience", de plus en plus fréquent dans les politiques d'aide, puisque l'OCDE a fixé comme objectif de ses aides aux Etats fragiles, d'aider ces derniers à devenir « des Etats efficaces, légitimes et résilients ». Si la résilience est la capacité d'un système de revenir à sa forme, à ses fonctions, à son identité initiales après avoir subi un choc, encore faut-il définir de quel système nous parlons, et surtout des moyens utilisables pour renforcer sa résilience. L'auteur aborde dans cette note les concepts qui évoluent autour de celui de résilience, et le changement que cette approche apporte dans l'aide aux Etats vulnérables.

Lire l'article (26 p., en anglais) :

[http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B654BB91D237BC89C1257AFA0044E8C2/\\$FILE/DP%20139_Resilience%20paper_Jan2013%20%281%29.pdf](http://www.ecdpm.org/Web_ECDPM/Web/Content/Download.nsf/0/B654BB91D237BC89C1257AFA0044E8C2/$FILE/DP%20139_Resilience%20paper_Jan2013%20%281%29.pdf) 

Point sur la situation alimentaire d'Afrique Verte

N°141 - début janvier 2013, Afrique Verte, janvier 2013

L'association Afrique Verte International a publié son bulletin de suivi de campagne n°141, se rapportant au début du mois de Janvier. On y apprend que début janvier, avant les affrontements, les prix des céréales sont à la baisse au Mali, qu'ils sont instables au Burkina et plutôt à la hausse au Niger. Le bulletin détaille les prix des céréales (maïs, riz, mil, sorgho) et leurs évolutions dans les principaux marchés des trois pays. Il commente ensuite la clôture de la saison agricole 2012-13 et les préparatifs de la saison sèche, avant de présenter les actions d'urgence et de développement effectuées par le gouvernement, les ONG, les organismes internationaux, puis ses propres actions.

Lire le bulletin (8p.) :

http://www.afriqueverte.org/r2_public/media/fck/File/Bulletins/PSA/point-situation-alimentaire-141-afriqueverte-01-2013.pdf

Note conjointe sur la sécurité alimentaire et les implications humanitaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel

FAO, PAM, février 2013

Le PAM et la FAO font le point sur la situation de la sécurité alimentaire et des tendances agricoles au Sahel de décembre 2012 et janvier 2013. Les points essentiels de cette actualité sont la reprise des hostilités au Mali, qui entraîne des déplacements de population, une fin de campagne agricole plutôt satisfaisante, comme les estimations le pressentaient, mais des prix toujours élevés et des poches d'insécurité alimentaire dans certaines régions, provoquées par la crise alimentaire de 2011-12. La note commente les évolutions des prix alimentaires mondiaux et les tendances sur les marchés ouest-africains et leurs impacts sur la sécurité alimentaire. La situation acridienne est calme en ce début d'année.

Pour consulter la note (6p.) :

http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/sahel/docs/Note_conjointe_FAO_PAM_dec2012_janv2013.pdf

Supporting food security in the 21st century through resource-conserving increases in agricultural production

Agricultureandfoodsecurity.com, janvier 2013

Une analyse très rigoureuse et équilibrée sur le potentiel de l'agroécologie pour améliorer la sécurité alimentaire dans le monde, avec un focus sur le Système de Riziculture Intensive (SRI). Sans nier le bien-fondé de la recherche en matière de génétique des plantes (OGM, hybrides...), l'auteur prône un intérêt et des efforts accrus pour les innovations agro-écologiques basées sur des techniques de production plus respectueuses des ressources naturelles et des sols. Pour N. Uphoff, il reste certes encore à démontrer que les méthodes de production agro-écologiques peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire, mais cet axe devrait néanmoins mériter plus d'attention et d'appui de la part des décideurs et des chercheurs, au regard des acquis déjà enregistrés dans le domaine.

Lire l'article (12 p., en anglais) :

<http://www.agricultureandfoodsecurity.com/content/pdf/2048-7010-1-18.pdf> 

Politiques agricoles

Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement - Une analyse critique des stratégies et des instruments

AFD, 2012, 312 p.

Alors que le paradigme dominant préconisait de traiter les effets néfastes de l'instabilité des prix alimentaires dans les PED (par des mécanismes de gestion des risques et des interventions d'urgence), les crises alimentaires des années 2000 au Sahel notamment ont questionné ce principe en faveur d'interventions plus structurelles. La maîtrise des fluctuations des prix alimentaires revient dans les politiques des PED et dans les réflexions des partenaires du développement. Cet ouvrage de la collection *A Savoir* de l'AFD dresse une vue d'ensemble de la littérature théorique et empirique sur le sujet et identifie quatre types d'interventions, selon leur objectif (stabiliser les prix ou traiter les effets de l'instabilité) et leur canal d'action (interventions basées sur le marché ou publiques), afin de définir une stratégie de gestion de l'instabilité des prix alimentaires adaptée et des instruments pertinents pour la mettre en œuvre.

Pour lire la publication (312 p., 5477Ko) :

<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/17-A-Savoir.pdf>

Séminaire OP et politiques (CSA) : documents en ligne*CSA, janvier 2013*

Si tous les acteurs et partenaires du développement s'accordent à dire que la participation des OP dans l'élaboration et la mise en place des politiques agricoles est indispensable, force est de constater que cette participation n'est pas encore une réalité. Le Collectif Stratégies Alimentaires a organisé un séminaire le 28 et 29 novembre 2012 pour déterminer les causes de ce manque d'implication et y proposer des solutions. Faisant intervenir des partenaires du développement et des responsables d'OP, le séminaire est revenu sur des expériences vécues de partenariat Etat-OP et a analysé des interventions en cours visant à renforcer ces partenariats. L'ensemble des documents de présentation utilisés pendant le séminaire est désormais disponible en ligne.

<http://www.csa-be.org/spip.php?article899>

Etat d'avancement de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) au Mali*Cikela n°75, APCAM, décembre 2012*

Ce bulletin Cikela réalisé par l'APCAM (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali) porte sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) de sa promulgation à ce jour, en précisant quels sont les organismes institutionnels impliqués, leurs rôles, et les contenus (lois, décrets, décisions, etc.) de la LOA. Il identifie également l'origine des lenteurs qui affectent la mise en œuvre de la LOA, ainsi que des objectifs prioritaires pour 2013.

Pour télécharger le document (4p.) :

http://www.apcam.org/cam/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=281&Itemid=36

Organisations de producteurs**Méthodologie GAIN : Diagnostic et conception des processus de changement au sein des organisations de producteurs***FAO, janvier 2013*

En Afrique de l'Ouest comme ailleurs, de nombreuses OP ont vu le jour pour remplir un vide créé par le recul progressif de l'Etat dans le secteur agricole. Cependant, elles souffrent souvent d'un manque flagrant d'autonomie financière, d'un manque de gouvernance, de structures inadaptées, etc. qui ne leur permettent pas d'être performantes et de contribuer significativement au développement des filières agricoles et à l'amélioration des conditions de vie des petits agriculteurs. Peu d'études s'intéressent au renforcement des OP. La méthodologie GAIN (Gouvernance-Autonomie-Intégration-Besoins endogènes) a été développée par la FAO à partir de la capitalisation d'expérience d'une OP indienne exemplaire, pour aboutir à un renforcement endogène des OP. Ce rapport décrit la méthodologie et trois études de cas d'application à des OP au Burkina, au Cameroun et au Mali.

Lire la publication (119 p.) :


<http://www.fao.org/docrep/017/i3127f/i3127f.pdf>

Enjeux fonciers et environnementaux**Vidéo de l'Asprodeb : Gestion Durable des Terres au Sénégal***Asprodeb, décembre 2012, vidéo (15 minutes)*

Indispensable au développement durable, la bonne gouvernance se traduit dans la bonne gestion des ressources publiques au Sénégal au travers du projet pilote GDT (Gestion Durable des Terres). Innovant, ce projet a pour principe de responsabiliser les bénéficiaires de ressources publiques. Des OP, qui ont prouvé leur capacité à se concerter et à s'appuyer sur l'expertise locale, forment un comité de gestion, qui décidera des réalisations financées par l'argent public de façon transparente, appuyé par un comité technique. Des rencontres d'informations avec les populations locales sont organisées régulièrement, afin que ces populations puissent exercer un contrôle citoyen sur les réalisations. Réalisée par l'Asprodeb, cette vidéo d'une quinzaine de minutes (en version anglaise ou française) expose le fonctionnement de GDT, ainsi que certaines de ses réalisations et les résultats positifs qui en découlent.

Pour visionner la vidéo :

<http://www.asprodeb.org/spip.php?article118> 

<http://www.asprodeb.org/spip.php?article116> 

Des innovations au service des irrigants : Analyse comparée de trois processus d'innovations institutionnelles au Cambodge, en Haïti et au Mali (Projet ASIrri)

Traverses, Groupe Initiative, novembre 2012, 36p.

Les aménagements hydro-agricoles nécessitent une gestion parfois complexe, que les irrigants ne peuvent pas toujours assurer seuls, une rapide formation dispensée par un projet non-durable n'étant pas suffisante. La création ou le renforcement d'organismes intermédiaires de gestion est alors une voie intéressante. L'expérience du Projet d'Appui aux Irrigants et aux Services aux Irrigants (ASIrri) au Cambodge, au Mali et en Haïti montre l'importance des innovations institutionnelles dans la conception même des projets de services d'appui aux irrigants, qu'ils soient assurés par une OP de services d'appui-conseil, une faîtière d'organisations d'irrigants ou par un centre privé dont la gouvernance est ouverte aux paysans. Ce numéro de Traverses décrit et compare ces processus d'innovations institutionnelles dans les trois pays du projet ASIrri.

Pour consulter le numéro de Traverses (36 p.) :

http://www.gret.org/wp-content/uploads/Traverses-38_integral.pdf

Pour en apprendre plus sur le projet ASIrri :

<http://www.innovations-irrigants.com/projet-asirri/index.html>

Agricultures paysannes et atténuation du changement climatique : quelques éléments de compréhension

Coordination Sud, décembre 2012, 72p.

Au cœur des enjeux du changement climatique, les agricultures familiales du Sud dépendent fortement du climat et des ressources naturelles. Le rapport commence par éclaircir les concepts d'émissions de GES et d'agriculture familiale, afin d'évaluer l'impact carbone des méthodes usuelles au sein de cette agriculture. Il se propose ensuite de recenser les pratiques agricoles et itinéraires techniques qui permettent d'atténuer les émissions (qui sont rassemblées dans un tableau synthétique). La question du financement d'une agriculture sobre en carbone est également abordée. Enfin, le rapport recense quelques projets pilotes d'ONG qui s'inscrivent dans cette thématique.

Pour consulter le rapport (72 p.) :

<http://www.avsf.org/public/posts/1262/agricultures-paysannes-et-attenuation-au-changement-climatique-quelques-elements-de-comprehension.pdf>

Vers une nouvelle gouvernance des ressources naturelles en Afrique

Passerelles volume 13 n°4, décembre 2012, 34 p.

Ce numéro est principalement consacré à l'exploitation et à la gestion des ressources naturelles sur le continent africain, dont le capital naturel représente 26% de la création de richesses. Ce capital naturel n'a pourtant apporté que des bénéfices limités au continent. Mais des réformes dans la gouvernance et le climat des affaires pourraient changer cela. Ce numéro aborde également la question du changement climatique

Au sommaire :

- Vers un régime commercial sud-africain respectueux du climat (Professeur Godwell Nhamo)
- Transactions foncières internationales à grande échelle et enjeux de la sécurité alimentaire. Le monde en alerte ! (Dr Madiodio Niassé)
- Les coûts afférents à la conduite des affaires en Afrique Subsaharienne : examen critique des causes et des implications pour la compétitivité des exportations (N'da, K. Christian)
- Exploiter le potentiel de l'agrobusiness pour la prospérité de l'Afrique (Philippe Scholtes)
- Crise du multilatéralisme et du leadership mondial : comment l'Afrique peut-elle faire face à ses défis commerciaux ? (Silke Trommer)
- La conférence de Doha sur le climat : un consensus à minima qui présage d'un avenir incertain sur le climat ?
- Financement du développement des PMA : la CNUCED mise sur la contribution des diasporas
- Quelle gouvernance des ressources naturelles pour la transformation économique et le développement durable en Afrique ? (Cheikh Tidiane DIEYE)

Pour consulter le numéro (34 p.) :

<http://ictsd.org/downloads/passerelles/passerelles13-4.pdf>

Investissement & Financement

Grands investissements agricoles et inclusion des petits producteurs, leçons d'expériences dans 7 pays

CIRAD, FAO, 2012, 113 p.

Parmi les modèles d'organisation alternatifs, qui limitent les effets néfastes de certains investissements privés dans le secteur agricole (comme le phénomène d'« accaparement des terres »), l'agriculture contractuelle est souvent évoquée. Une analyse des expériences en cours et passées apparaît nécessaire, afin de vérifier la vertu de ce modèle d'agriculture contractuelle. Le CIRAD et l'IRD ont mené 9 études de cas sur 7 pays (en Afrique de l'ouest, australe et de l'est, et en Asie) sur des périodes de 10 à 50 ans. Financé par la FAO, ce rapport se fonde sur ces études de cas, en analysant les schémas contractuels étudiés, leurs impacts, les facteurs qui peuvent influencer la qualité de ces impacts, et les pistes pour promouvoir les synergies positives de ce modèle.

Pour consulter le rapport (113 p.) :

<http://www.fao.org/docrep/017/aq004f/aq004f.pdf>

Agricultural investments and land acquisitions in Mali : Context, trends and case studies

IIED, décembre 2012, 83p.

Les investissements agricoles dans les pays en développement ont nourri de nombreux débats ces dernières années, en particulier lorsqu'ils prennent la forme d'acquisitions de titres fonciers à long terme ou à grande échelle. Ce rapport analyse ce phénomène « d'accaparement de terres » au Mali. Il présente tout d'abord le contexte national agricole, les mesures de promotion des investissements agricoles et le cadre juridique du foncier, qui ne protégeraient pas suffisamment les petits agriculteurs. Il expose ensuite les tendances du phénomène, qui s'est accru depuis 2005, et termine par deux études de cas de bonnes pratiques, d'investissements inclusifs réalisés dans le cadre du projet Markala dans la zone Office du Niger, et Mali Biocarburant.

Pour consulter l'étude (83 p., en anglais) : <http://pubs.iied.org/pdfs/10037IIED.pdf> 

Responsible investments in the food chain

Rural 21, décembre 2012

Ce numéro de Rural 21 s'intéresse aux investissements orientés vers le secteur agricole, qui représentent des sommes de plus en plus importantes depuis les récentes crises alimentaires. La communauté internationale s'accorde généralement sur le rôle primordial du monde rural et des petits exploitants agricoles, mais ces populations seront-elles les bénéficiaires de l'augmentation des investissements ? A quelles conditions, quels types d'investissements faut-il privilégier ? L'histoire récente a montré que certains investissements agricoles ont été défavorables à l'agriculture paysanne, comme ceux désignés par le terme « d'accaparement des terres ». Au travers de 19 articles, ce numéro s'interroge, entre autres, sur les externalités, positives ou négatives, auxquelles il est raisonnable de s'attendre au vu du développement des investissements agricoles.

Pour consulter la publication :

<http://www.rural21.com/english/current-issue/> 

Rapport d'experts internationaux : Financements innovants pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition

leadinggroup.org, décembre 2012

Pour relever le défi alimentaire, des investissements massifs dans le secteur agricole devront être réalisés, particulièrement en Afrique subsaharienne, et accompagnés par des mesures transversales. En l'état actuel des choses, il est peu probable que les ressources traditionnelles puissent suffire à financer ces investissements, sans compter que le privé, acteur prépondérant dans le secteur agricole, est réticent à investir en zone rurale, du fait des risques inhérents à l'activité agricole. Il est donc urgent de trouver des mécanismes de financement innovants, qui soient dans l'idéal explicitement orientés vers le financement agricole. Les experts internationaux de la Task Force Sécurité Alimentaire identifient dans ce rapport certains critères pour identifier des mécanismes de financement innovants et les étudient (en distinguant deux grandes catégories : les mécanismes qui visent à dégager des ressources nouvelles, et ceux qui visent à mobiliser l'investissement privé). Ils préconisent de mettre en place une Facilité afin de promouvoir, coordonner et étendre ces mécanismes.

Pour consulter le rapport (64 p.) :

http://www.leadinggroup.org/IMG/pdf/Agriculture_FR_bd.pdf

Non, l'Afrique subsaharienne ne décolle pas

contrepoints.org, 12 janvier 2013

Les revues Time et The Economist ont récemment écrit sur un supposé décollage économique de l'Afrique, en se basant sur les évolutions, certes encourageantes, de certains indicateurs, tels que la croissance du PIB ou le nombre de téléphones portables et le développement des services bancaires par téléphone ou encore des succès individuels telles que Aliko Dangote, le « roi du ciment » nigérian. En réalité, cette analyse est trop partielle et occulte des faits préoccupants, comme la quasi-absence totale de secteur industriel, les principales sources de richesse du continent restant l'agriculture, les ressources naturelles et le tourisme, dont les gains économiques ne résistent pas à la croissance démographique, comme l'explique un doctorant en finance suite à la critique d'un doctorant en économie du développement.

<http://www.contrepoints.org/2013/01/12/111039-non-lafrique-subsaharienne-ne-decolle-pas>

Voir aussi :

<http://www.slateafrique.com/101395/economie-mythe-emergence-africaine>

Voir aussi l'article de The Economist (en anglais) :

<http://www.economist.com/node/21541008> 

Publication

Spore n°161 : Décembre 2012-Janvier 2013

CTA, janvier 2013

Spore, le magazine du développement rural et agricole des pays ACP, a consacré le dossier thématique de sa dernière édition aux corridors de croissance agricole, en plein essor en Afrique. Le dossier contient un premier article traitant des perspectives de débouchés des corridors, suivi d'un entretien avec Mark Pearson, directeur de programme à *TradeMark Southern Africa*, et d'un reportage sur le corridor de croissance agricole de Beira, au Mozambique. Pour compléter le magazine, un article s'interroge sur les partenariats public-privé dans la recherche agricole ; Sithembile Ndema Mwamakamba (coordinatrice du projet Jeunes et Agriculture, du Réseau d'Analyse des politiques alimentaires, agricoles et des ressources naturelles – FANRPAN) explique dans un entretien qu'il faut inciter les jeunes à s'engager dans l'agriculture, et enfin un article consacré à la filière du piment fort dans les Caraïbes fait un point sur les défis de la filière.

Pour consulter le magazine :

<http://spore.cta.int/fr/magazines/161?view=magazine>

Le bulletin inter-OP de la Région des Pays d'Afrique des Grands-Lacs, un bulletin spécial du programme ATAOP-RAGL

Décembre 2012

Avec l'appui d'Agriterra, plusieurs OP du Rwanda, du Burundi et de RDC se coordonnent à travers le programme ATAOP-RAGL. Leur bulletin inter-OP relate les différentes initiatives de ces OP au cours de l'année 2012 : caisses d'autogestion, acquisition d'égraineuse mécanique pour les producteurs de maïs, partenariat entre la FOPAC (une des OP du programme) et les autorités politiques locales, formation business plan pour la vente d'œufs, la gestion intégrée de la fertilité des sols, le développement de la pisciculture, ainsi que des expériences de paysans : jeunes agriculteurs cultivateurs de pomme de terre, la rentabilité de la filière apicole pour mettre en valeur des terres peu propices à l'agriculture traditionnelle et les défis des caféiculteurs.

Pour consulter le bulletin (16p.) :

[http://api.ning.com/files/I3OUzratjD2YWo-Hzd4zaZBTGhsBsJ79-6*hGwQZqAd-](http://api.ning.com/files/I3OUzratjD2YWo-Hzd4zaZBTGhsBsJ79-6*hGwQZqAd-ZUw4Ya*RD6JgXBxaCCelpc-4bobArdUloVk2C*9b8mfGmIOhUh2/BulletinspcialdinterOPdelaRgiondAfriquedesGrandsLacs.pdf)

[ZUw4Ya*RD6JgXBxaCCelpc-](http://api.ning.com/files/I3OUzratjD2YWo-Hzd4zaZBTGhsBsJ79-6*hGwQZqAd-ZUw4Ya*RD6JgXBxaCCelpc-4bobArdUloVk2C*9b8mfGmIOhUh2/BulletinspcialdinterOPdelaRgiondAfriquedesGrandsLacs.pdf)

[4bobArdUloVk2C*9b8mfGmIOhUh2/BulletinspcialdinterOPdelaRgiondAfriquedesGrandsLacs.pdf](http://api.ning.com/files/I3OUzratjD2YWo-Hzd4zaZBTGhsBsJ79-6*hGwQZqAd-ZUw4Ya*RD6JgXBxaCCelpc-4bobArdUloVk2C*9b8mfGmIOhUh2/BulletinspcialdinterOPdelaRgiondAfriquedesGrandsLacs.pdf)

Kit pour la production de vidéos dans les projets de développement agricole

USAID, septembre 2012, 193p.

Bien qu'elle ne soit pas obligatoirement le media à privilégier dans toutes les situations, la vidéo est un support de plus en plus utilisé dans la vulgarisation agricole. Le développement des technologies permet en effet de produire des vidéos à faible coût. Ce manuel de 193 pages réalisé par l'USAID vise à faciliter la réalisation de vidéos à bas coût dans des projets de développement agricole, en fournissant des conseils techniques simples de production de la préparation au montage, mais aussi de choix du type de vidéo, de la méthode de diffusion, et de la méthode d'évaluation d'impact.

Pour consulter le kit (193 p., 11,5Mo) :

<https://communities.usaidallnet.gov/ictforag/node/314>

Bulletin de veille réalisé par l'équipe d'Inter-réseaux.
Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager :
Écrivez nous à veille@interreseaux.org

Vous êtes plus de 8 000 abonnés à nous lire !
Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille parus à : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/>

Pour inscrire un ami ou un collègue, allez à : <http://www.inter-reseaux.org/spip.php?page=sinscrire>

Réalisé avec le soutien de :

